

**73e Assemblée générale des Nations
unies - Événement des Nations unies
consacré au Mali et au Sahel -
Intervention de M. Jean-Yves Le
Drian, ministre de l'Europe et des
affaires étrangères**
(New York, 26 septembre 2018)

Monsieur le Président de la République Keita,

Monsieur le Secrétaire général adjoint,

Madame la Haute Représentante,

Monsieur le Commissaire Chergui,

Chers collègues ministres, Chers amis,

Il y a quelques jours certains d'entre nous étaient présents à Bamako pour la fête nationale, qui était aussi le début du deuxième mandat du président Ibrahim Boubakar Keita, que je félicite à nouveau. J'ai eu le sentiment, et ce sentiment était partagé par plusieurs personnes avec qui j'ai pu échanger à ce moment-là, d'une atmosphère positive, une espèce de parfum positif qui régnait. Et les propos du président Keita tout à l'heure corrobore cette impression. Certes, il y a encore beaucoup de gros défis, il y a encore beaucoup d'enjeux sécuritaires, mais il y a eu des progrès réels qui peuvent être constatés. Et puis il y a cette espèce de moment de confiance pour agir. Cette réunion rentre dans cet agenda.

Je dois dire par ailleurs que la France, vous le savez, continuera inlassablement à agir pour la stabilité de la région, que ce soit dans le domaine de la sécurité, dans l'accompagnement de la stabilisation politique ou dans le développement. Je voudrais dire quelques mots sur chacun de ces trois points.

D'abord sur la sécurité et le rétablissement de la paix, on sait bien que cela passe par l'action complémentaire des forces armées maliennes, de la mission de formation EUTM, de la MINUSMA, de la force conjointe du G5 Sahel et de l'opération Barkhane. Chacun, chacune dans ses missions.

En ce qui concerne l'opération Barkhane, nos propres forces armées française, en pleine collaboration et coopération avec les armées nationales et la force du G5 Sahel, je pense que

nous avons pu marquer au cours des derniers mois des succès incontestables et je voudrais dire ici que cette dynamique-là va se poursuivre. Mais nos efforts n'auraient pas de sens si parallèlement à cela les pays du Sahel ne mettaient pas en oeuvre les moyens nécessaires pour assurer eux-mêmes leur propre sécurité.

Vous avez fait un choix courageux, le seul choix qui soit d'ailleurs cohérent sur la durée, celui de l'action collective dans le cadre de la coopération régionale et de la mise en oeuvre de la Force conjointe du G5 Sahel. C'est essentiel, et je me réjouis des progrès considérables accomplis car il y a un an ce concept n'existait pas sur le terrain, mon Général. Et là maintenant, la force existe. Elle n'est pas encore complètement opérationnelle en permanence et les efforts nécessaires doivent être fournis mais elle a mené des opérations. Elle est en perspective très positive, sous une réserve, c'est que tous les pays partenaires potentiels qui ont décidé, qui ont souhaité, qui ont affiché leur volonté d'aider financièrement la Force soient au rendez-vous. J'observe d'ailleurs à cet égard que ce n'est pas le cas. Sauf à souligner le fait que dans le cadre de l'Union européenne il y a eu un soutien considérable, Madame la Haute Représentante, non seulement un soutien considérable mais un soutien effectif et concret. Et donc au-delà de ce constat, je fais, comme d'autres intervenants tout à l'heure, appel à tous les partenaires à accélérer la mise en oeuvre de leur soutien.

Puis, je ne peux pas non plus passer sous silence l'ampleur de la mission de la MINUSMA, courageuse dans un environnement très exposé. Nous avons tout à l'heure évoqué la mémoire de ses casques bleus tombés au Mali et sa présence et son soutien sont déterminants pour la mise en oeuvre de l'Accord d'Alger. Et le renouvellement de son mandat illustre l'attention du Conseil de sécurité à faire en sorte que la MINUSMA atteigne ses objectifs. Mais le dernier mandat qui a été donné est très exigeant. Ce qui m'amène aux deux autres considérations que je voudrais évoquer rapidement.

Très exigeant d'abord pour la stabilisation durable du Mali. Parce que nous savons que la stabilisation du Mali ne se limite pas aux efforts militaires, ils ne porteront leurs fruits que s'ils s'accompagnent d'une stabilisation politique.

Les Maliens ont voté dans le calme, nous devons le saluer. Les Maliens doivent maintenant oeuvrer sans délai à l'accélération de la mise en oeuvre de l'Accord de paix. Mais les propos qui ont été tenus tout à l'heure sont très engageants. Ceux que vous avez tenus, Monsieur le Président Keita, lors des cérémonies de la fête nationale l'étaient aussi. Ce qu'il faut souhaiter c'est que l'ensemble des acteurs parties à l'Accord de paix considèrent qu'il n'est plus possible de tergiverser, qu'il en va de leur responsabilité devant l'histoire et devant les Maliens. Et on sait que le Conseil de sécurité restera vigilant, qu'il a des instruments pour agir comme les sanctions contre les personnes faisant obstacle à la paix. Il y a un moment de confiance, il y a un moment d'opportunité. Nous avons tous la responsabilité de le saisir, à fortiori et d'abord ceux qui sont amenés à conclure le pacte pour la paix qui a été souhaité par le Conseil de sécurité.

Enfin, il a été dit tout à l'heure par plusieurs intervenants qu'il ne peut y avoir de sécurité durable sans développement. Nous devons, aux côtés des pays du Sahel, remédier aux causes profondes de l'instabilité. C'est le sens de l'Alliance Sahel, dont nous avons souhaité la création l'an dernier aussi avec les principaux partenaires du développement. Cette Alliance doit permettre d'accélérer les projets dans les zones les plus vulnérables, le faire rapidement,

fluidifier l'intervention, la rendre plus efficace et plus rapide. C'est aussi ce projet qui est partagé à la fois par l'Union européenne et par les Nations unies pour faire converger vers un même objectif toutes les actions de développement du Sahel. Nous aurons l'occasion, comme l'a rappelé mon collègue du Niger tout à l'heure de nous retrouver à Nouakchott début décembre pour vraiment rendre cette dynamique-là efficace, concrète et vérifiable.

Voilà ce que je voulais dire à cet égard. Nous devons maintenant profiter du moment pour rassembler nos convictions et faire qu'enfin la stabilité revienne et que ce pays retrouve son destin. Merci./.